

**MESSAGE DES FEMMES DU COMITE CONSULATIF DE LA
PLATEFORME DES FEMMES POUR LA REGION DES GRANDS
LACS A L'OCCASION DE LA NEUVIEME REUNION DE HAUT
NIVEAU DU MECANISME REGIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD-
CADRE,**

KAMPALA, 8 OCTOBRE 2018

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernements,

Distingués Délégués et Invités,

Mesdames et Messieurs,

Tout Protocole Observé,

C'est avec un grand plaisir et un honneur que je prends la parole devant cette auguste assemblée et, je saisis cette occasion solennelle, pour féliciter S.E. Monsieur le Président Yoweri Kaguta Museveni pour avoir abrité cette importante réunion du Mécanisme Régional de Suivi dont il va assurer la présidence. Je voudrais également souligner le rôle significatif qu'a joué S.E. Monsieur Denis Sassou Nguesso au cours de sa présidence pour maintenir à l'ordre du jour la question de la participation des femmes dans les processus politiques et de paix.

Par ailleurs, je remercie l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs de nous avoir invité, nous les femmes de ladite région, représentantes de différentes plateformes, y compris

celle de l'Accord-cadre, du Réseau Panafricain des Femmes Médiatrices (FemWise-Africa) ainsi que le Forum Régional des Femmes de la CIRGL à participer à l'ouverture des travaux de la neuvième réunion du Mécanisme Régional de Suivi.

Pourquoi notre participation est-elle importante et opportune ?

La région des Grands Lacs fait face aux défis de pauvreté récurrente à visage féminin. Les femmes de la région continuent d'être exclues des processus politiques et de paix dans la majorité des pays membres. Les missions de solidarité que nous venons de conclure ont permis de relever de nombreux défis persistants relatifs à la participation féminine.

C'est donc pour moi un honneur de prendre la parole aujourd'hui au nom d'un large groupe de femmes, d'hommes et jeunes gens qui se sont engagés à travailler ensemble pour améliorer cette situation.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Pour donner suite à la décision du huitième sommet de haut niveau de Brazzaville, l'Envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU a entrepris d'élargir le Comité consultatif de la Plateforme des femmes pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre et d'y inclure les co-présidentes de FemWise-Africa, l'ancienne secrétaire exécutive de la CIRGL en plus de l'Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine pour les questions de Femmes, Paix et Sécurité.

Dans un cadre de concertation élargie aux membres de la société civile et aux organisations féminines, le Comité consultatif, en février 2018, après avoir constaté avec préoccupation la lenteur de la mise en œuvre des engagements pris

en faveur des questions de femmes, paix et sécurité, a recommandé le déploiement des missions de solidarité au Burundi, en République Démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Soudan du sud pour favoriser la participation des femmes aux processus de paix et à la vie politique.

A l'initiative du Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies et en collaboration avec l'Union Africaine, la CIRGL et ONU Femmes, ces missions conjointes ont eu lieu au Burundi, en RCA et en RDC du 9 au 19 août 2018. Une mission au Soudan du Sud avait eu lieu préalablement du 3 au 4 juillet, sous la direction de la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Mme Amina J. Mohammed, de l'Envoyée spéciale de l'Union Africaine sur les questions Femmes, Paix et Sécurité, Mme Bineta Diop, avec la participation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Mr Saïd Djinnit.

Les missions au Burundi, en RCA et en RDC étaient dirigées par ma sœur Dr. Speciosa Wandira Kazibwe et moi-même, en tant que co-présidentes du Réseau FemWise-Africa et membres du Comité Consultatif de la Plateforme. Ces missions comprenaient aussi des femmes leaders représentant la Plateforme dont la présidente du Forum régional des femmes de la CIRGL, le Secrétariat exécutif de la CIRGL, le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire général pour la Région des Grands Lacs et ONU femmes.

Au cours de leur mission, les délégations ont rencontré le Président Pierre Nkurunziza au Burundi, le Président Faustin Archange Touadera en RCA, et je me suis entretenue avec le Président Joseph Kabila en RDC. Elles ont également rencontré les autorités gouvernementales, les hauts responsables des institutions nationales, les acteurs politiques, les représentants des organisations de la société civile, des médias et de la communauté internationale.

Au Burundi, la mission a pris bonne note de l'amélioration des conditions de sécurité dans le pays ainsi que du retour de certains réfugiés tout en relevant la nécessité d'assurer un environnement favorable à la pleine participation des femmes et des jeunes dans la vie politique et dans le processus de développement du pays.

En RCA, la délégation a noté la situation de vulnérabilité extrême des femmes, exacerbée par un climat d'insécurité, une extrême pauvreté et un accès limité aux services sociaux de base. L'absence des femmes dans l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation a également été déplorée. La mission a toutefois apprécié l'engagement des autorités centrafricaines à promulguer les textes d'application de la loi sur la parité, à réviser le code électoral et à promouvoir une meilleure participation des femmes à différents niveaux de l'administration publique.

En RDC, la mission a pris bonne note des progrès accomplis dans les préparatifs des élections tout en relevant des obstacles d'ordre socio-culturel, juridique et financier qui se posent à la participation des femmes au processus politique en cours. La mission a accueilli avec faveur l'invitation adressée au Comité consultatif de la Plateforme des femmes d'envoyer une mission d'observation des prochaines élections nationales en RDC, prévues pour le 23 décembre 2018.

Il ressort de ces missions qu'en dépit des progrès enregistrés, des défis persistent notamment en ce qui concerne le faible taux de participation et de représentation des femmes au niveau des instances de prises de décisions dans la gouvernance politique, dans les initiatives de paix et de sécurité et dans les programmes de développement socio-économique.

C'est pourquoi, au nom du Comité consultatif de la Plateforme des femmes pour la Région des Grands Lacs, je lance un appel pressant aux Chefs d'Etat et

de Gouvernements de la région afin que des engagements fermes assortis d'actions concrètes, soient pris pour la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique et de l'agenda 2030 de développement durable relatifs à la promotion du Genre et en lien avec les objectifs de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité et la Déclaration de Goma de juillet 2016.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de soumettre à votre aimable attention les recommandations formulées en vue accélérer l'atteinte de ces objectifs.

- Assurer un quota minimum de 30 % au sein des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire aux femmes d'ici 2023 ainsi qu'une représentation accrue des femmes dans les processus politiques et de maintien et consolidation de la paix ;
- Créer un fond spécial d'investissement pour les femmes des pays de la région des Grands Lacs en faveur de leur autonomisation économique dans le cadre des efforts de lutte contre la pauvreté et lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Renforcer les réseaux de femmes au niveau des pays membres en vue de promouvoir leur autonomie économique et leur participation.
 - Poursuivre des missions de solidarité dans d'autres pays signataires de l'Accord-cadre pour des échanges d'expériences.
 - Promouvoir des initiatives transfrontalières en vue de renforcer la confiance entre les états.
 - Encourager le Comité consultatif de la plateforme des femmes en collaboration avec ONU femmes à faciliter une session annuelle des ministres du genre de la région en vue d'évaluer la prise en compte de

l'égalité du genre et du leadership féminin dans la participation des femmes dans les processus politiques et de paix et faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'action régional sur la Résolution 1325 (2000).

Excellences Mesdames et Messieurs,

Le Comité consultatif des femmes comprenant l'ONU, l'UA, la CIRGL, réitère, par ma voix, sa gratitude aux Chefs d'Etats et Gouvernement du Burundi, de la RCA et de la RDC pour l'hospitalité qui leur a été offerte à l'occasion des missions de solidarité et félicite S.E. Monsieur le Président Yoweri Kaguta Museveni pour avoir abrité cette importante réunion du Mécanisme Régional de Suivi dont il va assurer la présidence.

Je vous remercie !